



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse No. YY/XX
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
[Mois, jour, année]

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Les services du FMI achèvent une visite au Niger

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du Conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI prépareront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la Direction, sera présenté au Conseil d'administration pour examen et décision.

- Un accord a été convenu, au niveau des services du FMI, sur des politiques économiques et financières susceptibles d'appuyer la conclusion de la première revue du programme par le Conseil d'administration du FMI.
- L'activité économique se développe avec une croissance de 5,2 % prévue pour 2017 et 2018.
- L'exécution du programme du gouvernement soutenu par le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) a été satisfaisante.

Une mission des services du Fonds monétaire international (FMI) conduite par M. Christoph A. Klingen a séjourné à Niamey du 23 octobre au 6 novembre 2017 afin de mener des discussions sur la première revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).¹ Le programme du Niger a été approuvé par le conseil d'administration du FMI le 23 janvier 2017 (voir [communiqué de presse n° 17/18](#)).

À l'issue de la visite, M. Klingen a publié la déclaration ci-après :

« Les autorités nigériennes et l'équipe du FMI ont convenu, au niveau des services du FMI, d'un accord en vue de la conclusion de la première revue du programme appuyé par la FEC. Sous réserve de l'approbation par

¹ La facilité élargie de crédit (FEC) est le principal outil dont dispose le FMI pour accorder une aide financière à moyen terme aux pays à faible revenu. Un financement au titre de la FEC est assorti d'un taux d'intérêt nul, d'un différé d'amortissement de cinq ans et demi et d'une échéance finale de dix ans.

la Direction générale et le Conseil d'administration du FMI, le Niger bénéficiera d'un décaissement de 14,1 millions de DTS (environ 10,97 milliards de FCFA). L'examen du dossier par le Conseil d'administration est actuellement prévu en janvier 2018.

« Les résultats macroéconomiques du Niger sont globalement satisfaisants, en dépit des problèmes sécuritaires et de l'évolution défavorable des cours des matières premières, en particulier pour l'uranium. Bénéficiant d'une bonne campagne agricole et d'un rebond de la production pétrolière, le PIB réel a affiché une croissance de 5 % en 2016 et l'inflation est restée maîtrisée à 0,2 %. Le déficit des transactions courantes s'est sensiblement amélioré pour s'établir à moins de 16 % du PIB, grâce à l'achèvement de plusieurs projets d'investissement à forte intensité d'importations. Le PIB réel devrait s'accroître de 5,2 % en 2017, tiré principalement par la vigueur des secteurs des hydrocarbures et des services, et soutenu par une plus forte croissance du crédit. L'inflation resterait bien maîtrisée et le déficit des transactions courantes devrait vraisemblablement s'améliorer encore en 2017. La croissance se stabiliserait à 5,2 % en 2018, mais à moyen terme, les efforts de réforme du gouvernement devraient être récompensés par une accélération de la croissance. L'inflation serait maintenue en dessous du critère de convergence de l'UEMOA de 3 % et la position des réserves de change devrait commencer à se consolider à compter de 2017.

« Tous les critères de réalisation quantitatifs pour juin 2017 ont été respectés. Les objectifs de déficit budgétaire et de réduction des arriérés de paiement intérieurs ont été atteints. Toutefois, les recettes n'ont pas atteint les niveaux prévus, en raison du repli des échanges commerciaux avec le Nigeria et des retards accusés dans la mise en œuvre de certaines mesures à fort potentiel de recettes, notamment au niveau de la douane. Compte tenu de l'engagement ferme du gouvernement à mener une politique budgétaire prudente, les déficits budgétaires de base et global devraient, cette année, être réduits à 4 % et 5,4 % du PIB, respectivement. Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles, bien que certains repères structurels n'aient pas été pleinement respectés dans les délais en raison de contraintes de capacités.

« Pour l'année 2018, le gouvernement a présenté une politique budgétaire solide soutenue par des mesures concrètes afin de parvenir à un accroissement des recettes, des actions visant à contenir les dépenses financées sur ressources intérieures, et des programmes permettant de rehausser la qualité de la dépense publique. Les objectifs prévus pour les soldes budgétaires global et de base permettent d'une part de placer les finances publiques sur la voie d'atteindre le critère de convergence de l'UEMOA de 3 % du PIB pour le déficit budgétaire global d'ici 2020, et d'autre part d'apurer rapidement les arriérés de paiement intérieurs. Le projet de budget 2018 vise également une absorption plus complète des ressources extérieures en augmentation, ce qui contribuera à court terme à donner une impulsion à l'économie et à améliorer sensiblement les perspectives à long terme. Un programme de réformes structurelles pour l'année 2018 a été convenu, et axé sur la mobilisation des recettes et l'amélioration de la gestion des finances publiques.

« La mission s'est également entretenue avec les autorités sur les politiques de nature à développer un secteur privé robuste et à s'attaquer à la forte croissance démographique. Ils ont convenu que des progrès sur ces deux fronts sont essentiels pour améliorer de façon durable le niveau de vie et faire reculer la pauvreté. Le programme prévoit des politiques visant à développer le secteur financier et à améliorer davantage l'environnement des affaires, ainsi que des mesures pour diversifier l'économie dans les secteurs minier et hors mines.

« La mission a été reçue en audience par le Président de la République, SEM Issoufou MAHAMADOU, et a tenu des réunions avec le Ministre des Finances, M. Massoudou HASSOUMI, les Ministres du Plan et des Mines, le Ministre Délégué au Budget, le Directeur National de la BCEAO ainsi que d'autres hauts cadres de l'administration. Les services du FMI ont également rencontré des représentants de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers.

« La mission du FMI tient à remercier les autorités de leur hospitalité chaleureuse et des entretiens constructifs.»